



DÉCLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA ÉDUCATION AU CTSD 38 DU 27 juin 2022

Madame la directrice académique, mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Un cycle électoral vient de s'achever et de nombreux enseignements politiques, sociaux, démocratiques, voire constitutionnels pourront en être tirés. Pour rester sur le champ de l'éducation, nous centrerons notre déclaration sur la fragilité actuelle de notre système éducatif. Il faut absolument en prendre toute la mesure et réparer le lien avec les personnels et avec l'ensemble de la communauté éducative.

Un message fort a été adressé au gouvernement et au président de la République. Des figures majeures de la majorité dont des ministres ont été battues. Par ailleurs le RN est au plus haut dans notre pays et l'abstention en particulier chez les jeunes est très forte. Pour **l'UNSA Éducation**, nous avons besoin d'une société plus apaisée et de beaucoup d'écoute. En ce sens le rôle du dialogue social et la place des corps intermédiaires doivent être renforcés. Ces derniers doivent être des médiateurs sociaux.

Dans notre ministère les enjeux autour de la jeunesse et de la citoyenneté doivent aussi être pris en compte. Cette fragilité du système a de multiples causes :

- En premier lieu, un fonctionnement très vertical dans la **mise en place des réformes**, un rythme et des méthodes qui ne sont pas soutenables et un système mis en tension à tous les niveaux. La confiance brandie dans le titre de la loi de 2019 ne s'est pas concrétisée sur le terrain, là où les acteurs doivent être accompagnés, soutenus et non pas éreintés par des injonctions contradictoires et des demandes de remontées incessantes au service d'une communication tout azimut.
- En deuxième lieu, une **crise sanitaire** a marqué ces 2 dernières années et bouleversé la vie des services, des écoles, des établissements, des personnels et des usagers. Les conséquences doivent être mesurées et traitées sur le long terme, notamment pour la **santé mentale** des enfants et des personnels, sujet prioritaire dans les pays voisins qu'on ne traite pas ici, ou encore pour des situations d'épuisement professionnel qui se généralisent.
- En dernier lieu, nous vivons une **crise systémique de notre système éducatif en termes de dévalorisation, de précarisation et de mal-être de nos métiers de l'éducation**, rendue encore plus visible depuis quelques semaines par les grandes difficultés de recrutement.

Nous avons mesuré ces différentes crises dans le [baromètre des métiers](#) que nous proposons chaque année. Les résultats sont très inquiétants pour notre service public d'éducation, quand une majorité écrasante et croissante des personnels est en désaccord avec les choix politiques qui sont faits ou quand une part importante des personnels ne trouve plus de sens dans ses missions. Sur 43 000 répondant-es, seuls 22% recommanderaient leur métier à un-e jeune de leur entourage !

Cette crise multifactorielle nécessite des mesures fortes pour relever notre système éducatif, abimé par ces 5 dernières années, pour redonner confiance aux personnels. Pour **l'UNSA éducation**, nous revendiquons un [choc d'attractivité pour nos métiers](#). Il faut agir sur les conditions de travail dans toutes leurs dimensions, avec une formation initiale et continue à la hauteur des défis professionnels, des moyens suffisants et une revalorisation importante pour TOUS les personnels qui les sécurisent économiquement et les reconnaissent financièrement.

Dans les mesures urgentes que nous réclamons, la problématique des bas salaires est une priorité. Les personnels de catégorie B et C doivent bénéficier de mesures spécifiques pour leur pouvoir d'achat. De même, la [situation des assistant-es d'éducation](#), qui attendent un décret d'application pour pouvoir accéder à la transformation en CDI de leur contrat, nécessite l'attention nécessaire, car ce délai met en

difficulté les chef-fes d'établissement qui préparent la rentrée. Et puisqu'il s'agit pour nous de déprécariser, nous soulignons la situation des Accompagnant-es d'élèves en situation de handicap dont les conditions de travail sont difficiles et la rémunération et le statut ne sont pas à la hauteur de l'ambition d'école inclusive que nous portons.

Le nouveau ministre de l'Education nationale a annoncé des mesures d'urgence pour faire face à la situation en matière de pénurie de personnels et nous les saluons, mais plus largement, c'est pour toute l'année scolaire que nous sommes inquiets : des recrutements seront indispensables en mobilisant toutes les solutions possibles pour recruter des titulaires fonctionnaires, notamment en ayant immédiatement recours aux listes complémentaires des concours, pour prolonger ou recruter des contractuels sur des contrats pluriannuels. Ces mesures doivent d'ailleurs être opérées au plus tôt pour se faire dans de bonnes conditions.

Une autre annonce du ministre concerne le lancement d'un grand débat sur l'École, en lien avec la création d'un conseil national de refondation annoncé par le Président de la République après son élection. Pour **l'UNSA Education** ce débat ne peut être utile que si les conclusions ne sont pas écrites à l'avance. Cette concertation ne peut réparer le système éducatif que s'il implique toute la communauté éducative sans mettre en porte à faux les personnels et les usagers comme cela a été fait pendant 5 ans. Il faut avoir conscience que le doute est fort sur l'ouverture de ce débat car la confiance est très affaiblie. Pour être réussi, cet exercice doit être suffisamment en phase avec les attentes des personnels, ses objectifs clairs, les conclusions ne pas être écrites à l'avance et ne pas exclure les organisations syndicales, faute d'être voué à l'échec, comme on l'a vu récemment pour la gestion de la crise sanitaire qui a provoqué un important mouvement social en janvier dernier.

Enfin, une annonce a été faite pendant la campagne électorale concernant le métier d'enseignant-e et une revalorisation liée à de nouvelles missions. **L'UNSA Education** a alerté le ministre au dernier Conseil supérieur de l'éducation sur cette revalorisation conditionnelle. Ce n'est pas sur cette voie qu'il faut s'engager pour rendre le métier d'enseignant.e plus attractif. Il faut d'abord reconnaître la réalité du métier aujourd'hui et la charge qui s'est accrue depuis plusieurs années.

Dans son premier discours rue de Grenelle, le ministre a évoqué l'importance qu'il donne à la mixité sociale. **L'UNSA éducation** porte cette question depuis longtemps. Ce dossier a besoin de continuité et de volontarisme politique, pour généraliser les initiatives fructueuses menées par plusieurs collectivités, notamment avec des secteurs multi-établissements. La ségrégation urbaine, sociale et scolaire a progressé dans notre pays et ses conséquences seront et sont déjà lourdes pour le vivre-ensemble.

En conclusion, notre École laïque, publique et gratuite est à la croisée des chemins. Ce sont bien ses finalités qui sont interrogées et le simple voire simpliste « lire, écrire, compter et respecter autrui » martelé pendant 5 ans ne peut répondre aux enjeux écologiques, sociaux et démocratiques du monde de demain. La focalisation sur les classements internationaux est dangereuse, pour la pression qu'elle met sur les personnels et les élèves, et lorsqu'elle dessert la construction de compétences sociales indispensables dans l'économie. Le concept d'élitisme républicain qui marque notre système éducatif français doit être remis en cause quand il met de côté chaque année des dizaines de milliers d'enfants au profit de quelques « exceptions consolantes » qui intègrent nos fleurons éducatifs. A travers l'École publique laïque et gratuite qui inclut par l'épanouissement et l'émancipation qui s'y construisent, c'est en effet notre société et notre démocratie qui sont protégées et consolidées, ne l'oublions jamais.

Pour l'UNSA Éducation,

Françoise Vichier Guerre

Serge RAVEL